

LA CASSE CONTINUE

Le 30 avril, la direction AMF (Arcelor Mittal France) a annoncé la suppression de 636 postes. Ce qui va se traduire par 385 suppressions d'emplois et 87 suppressions d'emplois intérimaires, soit 472 emplois supprimés. Il reste 164 postes qui, selon la direction, sont « vacants », ce qui veut simplement dire que depuis des mois, voire des années pour certains, il n'y a pas eu d'embauche sur ces postes! Pour la CGT, ces licenciements ne sont pas acceptables! Quel est le projet du groupe pour les usines AMF et la sidérurgie française?! Les patrons affirment devoir faire des économies pour assurer l'avenir, mais sont incapables de définir la stratégie pour assurer la pérennité des sites! Quelles sont les perspectives après 2029 ? Avec qui et quoi vont-ils faire tourner les machines! Après Denain ! Reims ! Fos sur Mer ! C'est à Dunkerque ! Florange ! Basse Indre ! Montataire que Mittal licencie ! C'est plus de 1000 emplois qui ont été supprimés chez AM en France en 12 mois!!!! Depuis des années, la stratégie Mittal est de réduire les effectifs pour gagner en productivité, tout en investissant le strict minimum pour dégager un maximum de bénéfices! Aujourd'hui, l'effectif en France est d'environ 15000 personnes, pour une production avoisinant les 8 Millions de tonnes /an, alors qu'il y a 20 ans ils étaient près de 30000 en France, pour une production de 17 Millions de tonnes ! Depuis 10 ans, la CGT alerte sur le manque d'investissements, et les pertes de savoir faire, de compétences, faute de renouvellement suffisant du personnel

Le groupe a touché des centaines de millions d'euros d'argent public pour l'investissement et l'emploi! Mittal annonce plus de 800 millions de bénéfices au 1er trimestre 2025, mais ça ne lui suffit pas ! Plutôt qu'investir pour l'avenir, le groupe maintient sa stratégie de sabordage de la sidérurgie française et de destructions d'emplois !

En 2022, jusqu'à 2,9 milliards d'euros de subventions publiques pour créer 1000 emplois en France. En 2025, STMicroelectronics en supprime 1000. Depuis novembre 2024 et les premières annonces de la direction de ST déroulent méthodiquement son plan de restructuration de l'entreprise, qui va à l'encontre des plans stratégiques de la France et de l'Europe (respectivement France 2030 et European Chips Act), pour une « souveraineté industrielle et numérique ».

Les patrons de la chimie et de la pharma, même combat : à vous les pertes, à nous les profits ! Selon les patrons européens de la Chimie, entre 150 000 et 200 000 emplois dans ce secteur seraient menacés en Europe. En quelques semaines, les multinationales de la chimie et les géants de la pharma sont sortis du bois pour lancer une offensive sans précédent contre : Les normes environnementales, La fiscalité, Le droit du travail, Les cotisations sociales. Leur message est clair : « donnez-nous plus, imposez moins, sans quoi on ferme, on délocalise, on licencie »

La CGT dénonce vigoureusement les listes régionales de métiers en tension publiées et rédigées par le ministre de l'Intérieur Retailleau. En mettant sous sa tutelle le ministère du Travail et en piétinant le travail des acteurs sociaux qui souhaitaient voir ces listes régionales de métiers en tension répondre aux réalités de l'emploi et s'élargir à des pans entiers de l'économie française il impose une nouvelle fois sa vision dogmatique et xénophobe de la société, interdisant à des dizaines de milliers de travailleuses et travailleurs étrangers d'exercer leur métier et d'occuper des emplois qui, pour la grande majorité sont essentiels à nos concitoyens. Retailleau n'a jamais caché son opposition à régulariser la situation administrative de centaines de milliers de « sans papiers » qui occupent un emploi en France et qui payent leurs impôts et leurs cotisations sociales sans pour autant bénéficier des droits sociaux.

Macron s'est adressé aux Françaises et aux Français ce mardi 13 dans une émission sur TF1. A cette occasion, la secrétaire générale de la CGT l'a interpellé sur des situations concrètes avec des propositions précises pour répondre aux exigences sociales des travailleurs et des travailleuses. Encore une fois, Macron s'est contenté de faire le service après-vente de sa politique, fermant toutes les portes qui lui étaient ouvertes. Emploi : circulez il n'y a rien à voir. Rien non plus sur les salaires ni sur les services publics alors que les salaires en France n'ont toujours pas retrouvé leur niveau de 2020. Retraites : pourquoi avoir peur de la démocratie ? Alors qu'il a lui-même avancé l'idée d'organiser plusieurs référendums, il a refusé de le faire sur la réforme des retraites, alors que c'est ce que souhaitent 2/3 des Français(e)s. Il a refusé toutes les propositions de financement formulées par la CGT, des cotisations sociales à l'égalité salariale en passant par la mise à contribution du capital.

A contrario, Macron remet en cause notre modèle de protection sociale solidaire en proposant de la financer par la consommation plutôt que par le travail, attaquant ainsi le principe de la cotisation, le salaire socialisé, et les droits collectifs. Encore une fois Macron s'est enfermé dans le déni, essayant de vendre à nouveau une réforme combattue et refusée par une large majorité de salarié(e)s. Un nouveau rendez-vous manqué avec le monde du travail.

Le Secrétariat

Le 5 juin pour la première fois il va y avoir un vote à l'Assemblée des députés qui s'exprimeront « pour ou contre l'abrogation de la retraite à 64 ans ».

Alors le 5 juin mobilisons-nous massivement et arrachons le retrait de la réforme des retraites.

Manifestation du 1^{er} mai

Sous un beau soleil s'est déroulé ce premier 1^{er} Mai. Rassemblement devant le foyer Henri Barbusse à 10 heures. Défilé comme l'an passé vers « les Cités », cité ouvrière lieu emblématique du monde du travail de Roussillon et retour au foyer sous une chaleur accablante. Prise de parole du secrétaire de l'UL Anthony, musclée, comme il sait les faire sur les marches du Foyer Henri Barbusse. Il a passé en revue toute l'actualité, dénonçant tous les méfaits de Macron, du Médef, en bref du capitalisme, et égrené les propositions de la CGT! La Batucada de Jarcieux, nous a accompagnés tout le long du parcours et lors de la prise de parole d'Anthony.

Nous avons tous et toutes, 130 camarades et sympathisant(e)s, partagé le repas une paella faite par le camarade Jean Claude Siauve, à l'ombre, un moment festif et convivial très apprécié notamment des retraités qui représentent 95 % des présent(e)s !

Le repas était gratuit pour les enfants de moins de 12 ans.

Ensuite nous avons célébré les 130 ans de cette Grande et Vieille Dame qu'est la CGT et pourtant si moderne! Un moment festif pour mettre en valeur l'histoire de la CGT, les luttes actuelles et célébrer la fraternité, la solidarité, la paix dans le monde. Fêter les 130 ans de la CGT c'était surtout se projeter dans l'avenir. Deux immenses et beaux gâteaux, faits par Anthony, avec une fontaine d'anniversaire et sous les applaudissements ont clôturé ce moment fort d'une CGT au service du monde du travail!

Les discussions se sont poursuivies dans l'après midi !



Recherche médecin désespérément

Des difficultés croissantes d'accès aux soins, notamment dans les zones rurales et périurbaines, où le manque de médecins généralistes et spécialistes oblige les patients à parcourir de longues distances ou à attendre plusieurs mois pour une consultation. En France les patients font les frais d'une médecine « de ville » de plus en plus inégalitaire. Si ces symptômes sont bien connus des pouvoirs publics, l'accès aux soins reste problématique. Et pourtant des remèdes existent...

La répartition inégale des professionnels de santé « 25% de généralistes suivent moins de 500 patients, alors, que ceux des déserts médicaux en ont 2500 chacun ». Les conditions de travail contraignantes, et les politiques de santé publique insuffisantes, les conséquences sur la santé des populations concernées, ainsi que les initiatives locales visant à attirer de nouveaux praticiens, comme les maisons de santé qui pratiquent des dépassages d'honoraires, ou les incitations financières, qui fleurissent un peu partout ne règleront pas le problème.

Pourtant il existe des médecins heureux, salariés d'un centre de santé à Gagny (Seine-Saint-Denis), Edouard Jean-Batiste est de ceux-là, il travaille 35 heures par semaine, payé 40 euros de l'heure. Les centres de santé sont indispensables à la démocratie sanitaire. Il faut bâtir un service public de santé de proximité, pluridisciplinaire.

Pour l'Etat, pas d'urgence à régulariser les « Padhue »

Reconnus comme très utiles face au manque de médecins en hôpitaux, ces praticiens étrangers qualifiés et efficaces se voient pourtant précarisés voire exclus de postes du fait d'obstacles administratifs.

Le « lobby » des médecins en défense de ses priviléges

SANTÉ : le texte transpartisan visant à lutter contre les déserts médicaux revient cette semaine à l'Assemblée nationale. Une tentative de réguler l'installation qui ne passe pas du côté des praticiens libéraux, prêts à tout pour empêcher l'adoption définitive de la proposition de loi. En cause : son article 1, un temps supprimé en commission avant d'être réintgré le 3 avril en séance publique, qui précise vouloir « flétrir l'installation des médecins généralistes et spécialistes vers les zones où l'offre de soins est insuffisante ». Soit 87 % du territoire.

Influence sur les politiques de santé : Les syndicats médicaux sont accusés de freiner les réformes visant à améliorer l'accès aux soins, notamment en s'opposant à l'instauration de mesures contraintes pour lutter contre les déserts médicaux.

Opposition à la régulation de l'installation des médecins : la résistance de ces organisations à toute forme de régulation de l'installation des médecins, préférant maintenir une liberté totale qui contribue à une répartition inégale des professionnels de santé sur le territoire.

Défense des intérêts financiers : Les syndicats des médecins libéraux, sont allés jusqu'à adresser des amendements à certains parlementaires pour obtenir la modification du texte afin qu'il leur soit plus favorable. On trouve par exemple l'augmentation de la consultation à 50 euros « pour agrandir les locaux. »

Conséquences pour le système de santé : Cette défense des priviléges est présentée comme un obstacle majeur à la modernisation du système de santé français, exacerbant les inégalités d'accès aux soins et entravant les efforts pour une meilleure coordination des soins.

Luc Duquesnel, président des Généralistes, confiant quant aux chances de victoire finale de sa corporation que ce soit contre ce texte, mais aussi contre le plan de François Bayrou, qui prévoit d'amener chaque médecin à proposer des consultations jusqu'à deux jours par mois dans les zones en difficulté.

Toutefois, à l'heure où la population s'impatiente sur la question des difficultés d'accès aux soins, le gouvernement comme les médecins libéraux ne peuvent se distinguer que comme étant le camp de l'immobilisme.



ANNONCES DE BAYROU DANGER !!!!

Si les chiffres ne mentent pas, il arrive que les menteurs chiffrent.

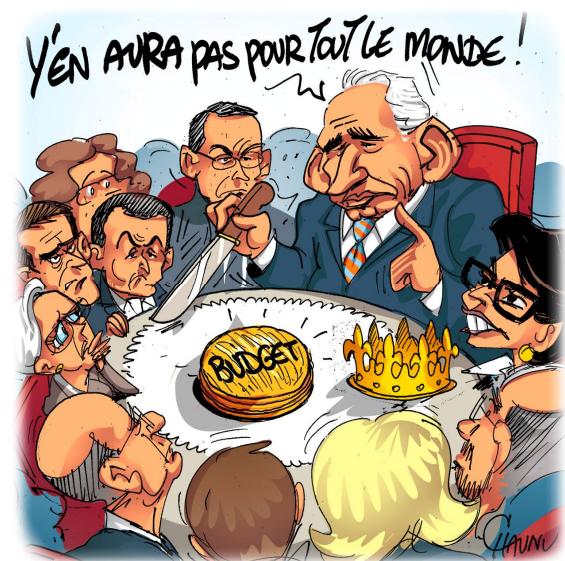
Depuis des années, les gouvernements successifs mettent en chiffre le même mensonge Français : la bonne gestion du pays. Aujourd'hui, la vérité cruelle d'un demi siècle d'incurie rattrape l'exécutif et se présente devant la nation . nous n'avons plus les moyens de nos ambitions.

Chaque jour les nécessités de dépenses se multiplient, car l'actualité exige des investissements dans la défense l'intelligence artificielle, la prise en charge du grand âge, l'hôpital, les services publics etc..... Mais chaque jour apparaît un peu plus un Etat, incapable de relever les défis du XXI siècle.

C'est aujourd'hui un pays dont le premier poste budgétaire est le règlement des intérêts de la dette est un pays en décrépitude.

En convoquant le 15 avril dernier un (comité d'alerte sur le budget 2025) Bayrou a prévenu les Français que les mauvaises nouvelles allaient se succéder. D'abord un pays qui ne tiendra pas ses engagements 5.4% de déficit cette année, 4.6% en 2026 , 3% en 2029, ensuite l'effort annoncé par le ministre des finances 40 milliards d'économies à imposer dans le budget 2026.

L'Etat poursuit sa glissade aux allures de banqueroute et se tourne vers le citoyen contribuable, couper dans les dépenses sociales, ou supprimer les niches fiscales, c'est faire payer les Français, et surtout les retraités qui ont une pension supérieure à 2000 euros mensuel, ou les classes dites moyennes ceux à plus de 2500 euros mensuels, la poursuite de la politique ultra libérale de Macron se poursuit s'accélère surtout ne pas toucher aux grandes fortunes, aux dividendes des ultra riches, mais faire payer le petit peuple raison de plus d'être massivement dans la rue le 5 juin prochain, pour une revalorisation de nos pensions, pour l'abrogation de la retraite à 64 ans et un retour à 60 ans, augmenter les salaires, égalité salariale hommes femmes, et plus de justice sociale, arrêter la casse de l'hôpital public 90.000 lits fermés en 10 ans, la grande souffrance des soignants, cela dans le seul intérêt du capital.



Le 5 juin rassemblement devant la plateforme chimique de Roussillon à partir de 7 heures, avec différentes prises de parole des militants, cette unité est en grande difficulté avec des menaces sur des ateliers , éventuellement des licenciements.

Une manifestation sera organisée à 10 heures dans les rues du secteur.

TOUTES ET TOUS DANS LA RUE LE JEUDI

Décè

Ayons une pensée pour lui

Mr CHANALEILLES HENRI 87 Ans St Maurice L'Exil

Votre correspondant: Nom :

La prochaine réunion de notre Congrès
aura lieu

Le Mardi 08 Juillet 2025 à 8h30 précises
Au foyer Laurent BOUVIER Salaise sur Sanne

Mail: cgt.retraireroussillon@orange.fr